

L’Iran, l’Europe, Macron et la diplomatie des hésitations

Description

La chronique de Patrick Pilcer

Depuis plusieurs années, les dirigeants européens répètent, à juste titre, que le peuple iranien mérite de se libérer du joug d’un régime théocratique qui opprime ses citoyens, exécute ses opposants et réprime violemment toute aspiration à la liberté.

Les manifestations qui ont secoué l’Iran ces derniers mois, et la répression féroce et sanglante qui s’en est suivie en janvier 2026, ont rappelé au monde la nature profonde du pouvoir des mollahs.

À Paris, à Bruxelles et dans la plupart des capitales européennes, les déclarations de soutien au peuple iranien se sont multipliées.

Les mots étaient forts.
Les condamnations, nombreuses.
Les promesses de solidarité, sincères.

Mais comme toujours, les promesses n’engagent que ceux qui les écoutent.

Puis l’histoire s’est accélérée.

Depuis la fin février, les États-Unis et Israël sont passés des mots aux actes. Un conflit ouvert oppose l’Iran aux États-Unis et à Israël. La plupart des pays du Golfe Persique, nos alliés, sont sous le feu iranien.

L’objectif affiché par Washington et Jérusalem est clair : réduire les capacités militaires du régime et affaiblir durablement son appareil de pouvoir pour permettre au peuple de se débarrasser des tyrans.

Et soudain, les certitudes européennes semblent vaciller.

On se réfugie derrière la notion de droit international, un droit qui pourtant n’a jamais protégé le peuple

iranien ou empêché les terroristes iraniens de nous frapper.

Les mêmes responsables qui expliquaient il y a quelques semaines que le régime iranien devait être combattu semblent désormais redécouvrir les vertus de la modération diplomatique.

Le contraste est plus que saisissant.

Certains, sur les « plateaux télévision », en viennent même à souhaiter que les États-Unis prennent une gifle !

Pourtant, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, l'Europe a su, avec raison, faire preuve d'une détermination remarquable.

Les dirigeants européens ont parlé d'une seule voix. Les sanctions économiques se sont multipliées. Les budgets militaires ont été réévalués.

Des centaines de milliards d'euros ont été mobilisés pour soutenir l'effort de guerre ukrainien.

Le président français lui-même avait alors évoqué une situation où l'Europe se trouvait « presque » en guerre.

Il doit aussi à ses discours très offensifs et au contexte de début de guerre en 2022 une grande partie de sa réélection.

Face à l'Iran, le ton change.

Les déclarations se font prudentes. Les formules diplomatiques remplacent les proclamations stratégiques.

Sur ces mêmes « plateaux TV », on évoque le caractère impérialiste des États-Unis et colonialiste d'Israël, quand ces deux pays font le sale boulot que nous espérions tous.

Israël ne cherche pas à « coloniser » ni l'Iran ni le Liban mais à éradiquer des menaces existentielles évidentes.

C'est le Hezbollah qui a attaqué Israël, pas l'inverse.

Les États-Unis ne cherchent pas à « coloniser » l'Iran mais à recréer les conditions d'une vie sociale et économique harmonieuse dans cette partie du monde.

Cela aidera leurs entreprises, c'est clair, mais les peuples du Golfe Persique aussi. Et nous aussi.

Par contre, jamais ces mêmes commentateurs de « plateaux » n'évoquent le caractère strictement colonialiste de la Russie et de la Chine.

Pour la Chine, qui nous parle encore du Tibet, de toutes les régions et pays qu'elle domine sur sa partie du continent asiatique ?

Qui nous parle de la stratégie de la Chine en Afrique et ailleurs ?

Pour la Russie, c’est encore plus criant, de la Tchétchénie à l’Ukraine.

Mais qui vous en parle ?

Et qui parle de l’occupation du Liban par l’Iran via le Hezbollah ?

Qui nous reparle de l’explosion du port de Beyrouth en 2020, des grands discours de Macron au peuple libanais les jours suivants, ou de l’attribution du terminal du port de Beyrouth en 2022 ?

Surtout pas ceux qui, comme toujours, préfèrent avoir tort avec Sartre que raison avec Aron !

Pourtant, les principes invoqués dans le dossier ukrainien pourraient aisément être mobilisés ici.

Le régime iranien n’est pas seulement un pouvoir autoritaire parmi d’autres.

Il est aussi l’un des principaux soutiens de nombreuses organisations armées qui déstabilisent durablement le Moyen-Orient.

Il soutient des milices, finance des mouvements radicaux et projette son influence à travers un arc de crises qui s’étend du Liban au Yémen.

Plus encore, il est en conflit direct avec une partie significative de sa propre population.

Pire, il nous a depuis longtemps déclaré la guerre par son terrorisme.

Il nous a déclaré la guerre en tuant 58 de nos valeureux parachutistes dans l’attentat contre l’immeuble Drakkar à Beyrouth, en octobre 1983.

Qu’avons-nous fait depuis ?

Nous baissons les yeux et n’avons jamais obtenu justice.

L’attitude aujourd’hui de l’Iran envers sa population comme envers nos alliés devrait pourtant nous donner une réelle occasion de frapper notre ennemi et d’obtenir justice pour nos morts.

Ne serait-ce, au vu de la réalité de notre poids militaire, qu’en aidant l’armée libanaise à, enfin, désarmer cette milice terroriste du Hezbollah et à l’empêcher, efficacement, d’attaquer inlassablement Israël.

Les images des manifestations iraniennes, les témoignages des femmes qui bravent les interdits, les étudiants emprisonnés et les opposants exécutés ont suscité, en Europe, une émotion réelle qui crée aussi une fenêtre d’opportunité.

La politique étrangère exige cohérence et lucidité.

Elle implique aussi le courage.

Or la situation actuelle révèle une difficulté européenne bien connue : celle de transformer lesprincipes proclamés en stratégie effective.

Soutenir un peuple opprimé lorsque celui-ci manifeste est relativement simple.

Soutenir concrètement les conditions de sa libération lorsque le rapport de force évolue est un exercice plus délicat.

Les États-Unis et Israël ont choisi une voie offensive, estimant que la fragilisation du régime iranien pouvait ouvrir une nouvelle séquence politique dans la région.

Bien sûr, l'Europe redoute une escalade régionale.

Elle s'inquiète des conséquences économiques d'un conflit prolongé.

Ces précautions sont légitimes.

Mais elles ne doivent pas conduire à une posture qui donnerait l'impression que l'Europe soutient les aspirations démocratiques tant qu'elles restent théoriques.

La crédibilité stratégique se construit dans la cohérence.

Lorsque l'on affirme qu'un peuple mérite de se libérer d'une tyrannie, on ne peut ignorer les moments où l'histoire lui en offre l'opportunité.

La situation iranienne constitue à cet égard un test intéressant pour l'Europe et pour la France.

Elle pose une question simple :

Souhaitons-nous réellement contribuer à l'émergence d'un Iran libre et stable, ou préférons-nous observer à distance les évolutions d'une région dont nous proclamons pourtant l'importance stratégique ?

La seule diplomatie pouvait-elle empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire et de menacer de s'en servir contre ses voisins et Israël demain, contre nous le lendemain ?

Le président français aime rappeler que la France doit rester une puissance d'équilibre et d'influence.

Cette ambition est légitime.

Mais dans un monde où les rapports de force s'affirment avec une intensité nouvelle, l'équilibre ne peut se réduire à l'hésitation permanente.

Aurions-nous compris que les États-Unis adoptent cette même attitude entre 1941 et 1945 ?

Pouvait-on rester sans agir face à Hitler ?

Peut-on ne pas agir contre la mollahchie ?

Entre la proclamation des principes et la prudence diplomatique, il existe un espace pour une stratégie claire.

C’est souvent dans cet espace que se joue la crédibilité des nations.

La crédibilité de l’Europe ne se mesure pas à ses discours, mais à sa capacité à transformer ses principes en action concrète.

Et c’est précisément cet espace que l’Europe semble aujourd’hui chercher.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Édito

date créée
14 mars 2026